

MVCS Conseil

Assistance des maîtres d'ouvrage pour optimiser les opérations de recyclage, réhabilitation, valorisation, cession ou acquisition de sites pollués.

<http://mvcscconseil.monsite.orange.fr>

06 16 48 04 89

MVCS Conseil

Financements disponibles
pour sécuriser les cessions
futures.

Gérer le passif environnemental pour sécuriser les cessions futures

- ❑ Connaissance du passif
- ❑ Les coûts de remise en état peuvent représenter des charges très lourdes mettant à risque les cessions futures
- ❑ Anticipation, pérennité des capacités financières, cofinancements.

Les modes de financement

- Provisions pour remise en état
- Garanties financières légales
- Cofinancements publics européens
 - Bilan LIFE
 - LIFE + et CIP
 - FEDER
 - Prêt BEI
- Cofinancements publics nationaux
 - ADEME
 - Agences de l'Eau
 - Aides régionales.

Contexte législatif

- De plus en plus contraignant et clarificateur pour préserver le développement durable
 - Loi NRE du 15 mai 2001, impose un rapport annuel développement durable aux sociétés cotées
 - Loi PRNT du 30 juillet 2003, demande la constitution de garanties financières
 - Directive du 21 avril 2004 sur la responsabilité pour la réparation des dommages environnementaux met en avant le principe "pollueur payeur".

Provisions pour remise en état

- ❑ Etaler la charge et alléger la fiscalité
- ❑ Sous compte 1581 «provisions pour remise en état» du PCG (règlement n° 2000-06 du CRC)
- ❑ Pour les sociétés cotées, loi NRE du 15 mai 2001 (obligation en matière d'information financière) – norme IAS/IFRS 37 (provisions, passifs éventuels et actifs éventuels) – Etat des sols actualisé dans certains cas.

Garanties financières pour remise en état

- Contrainte et Sécurité
- Imposées aux exploitants de carrières et aux installations de stockages de déchets (L516-1 & L516-2)
- Acte de cautionnement solidaire délivré par établissement de crédit, société d'assurance ou organisme de caution mutuelle
- Actualisées au moins tous les 5 ans
- En redéfinition dans le cadre de l'application de la loi PRNT (périmètre, garants).

Cofinancements Publics

- ❑ Correspondent à une responsabilité sociétale
- ❑ Contribution de la collectivité pour la réparation des pollutions dont la responsabilité est souvent collective.

Cofinancements publics européens: LIFE & LIFE +

- ❑ Volet environnement du projet Life (1992-2006) devenu Life + pour 2007-2013
- ❑ Budget 1992 – 2006 : 1,807 Milliards €
- ❑ Budget 2007-2013: 2,143 Milliards €
- ❑ Montant moyen, 500 k€
- ❑ La réhabilitation des sols a été mis en rang d'action prioritaire de l'UE pour le 6^{ème} programme communautaire d'action pour l'environnement (2001-2010).

Critères d'attribution LIFE

1. Projet cohérent avec la politique européenne (domaines d'éligibilité) et démonstratif (échelle suffisante, projets groupés coordonnés par un syndicat)
2. Intérêt communautaire (contribution à la mise en œuvre des politiques et législations environnementales), transférabilité du savoir-faire – Projets démonstratif
3. Innovation et progrès
4. Jusqu'à **50 %** des coûts du projet
5. Premier arrivé, premier servi.

LIFE Environnement, cinq domaines d'éligibilité

1. Plans et développement de l'utilisation des sols
2. Management de l'eau
3. Réduction des impacts de l'économie sur l'environnement
4. Management des déchets
5. Politiques produits réduisant les impacts environnementaux.

Bilan des projets cofinancés par LIFE Environnement (1992-2006)

- Europe : 1552 (sur un total de 2751)
 - Durée 18 à 36 mois
 - Coûts : 500 à 10 000 k€ - Aides : 250 à 3 000 k€

- dont France (par thèmes) :
 - 162 pour 87 m€ (764 dossier déposés)
 - Gestion des déchets – 26 % - (42 projets)
 - Gestion de l'eau – 25 % - (41 projets)
 - Technologies propres – 25 % - (40 projets)
 - Aménagement du territoire et Environnement urbain
17 % (28 projets)
 - Politique intégrée des produits – 7 % - (11 projets).

Bilan des projets cofinancés par LIFE Environnement (1992-2006)

- France : 162 pour 87 m€ (764 dossier déposés) – bénéficiaires :
 - Grands groupes industriels – 23 %
 - PME – 17 %
 - Collectivités territoriales – 17 %
 - Etablissements publics – 17 %
 - SEM – 10 %
 - Ch consulaires & organisations professionnelles – 8 %
 - Associations – 8 %.

Bilan des projets cofinancés par LIFE Environnement (1992-2006)

- France : 162 pour 87 m€ (764 dossier déposés) – types de projets :
 - Technologies – 38 %
 - Outils et méthodes – 19 %
 - Projets intégrés – 17 %
 - Gestion & management – 13 %
 - Process industriels – 10 %
 - Autres - 3%.

Projets cofinancés par LIFE Environnement de 1992 à 2006

- ❑ Belgique, barrière réactive, 1.5 m€ dont Life 0.5 m€
- ❑ Allemagne, reconversion d'un site chimique
 - Budget 4.5 m€ dont Life 1.2 m€
- ❑ Belgique, port d'Anvers, traitement de 2000 m³ de sédiments contaminés au TBT (tributyletain)
- ❑ Finlande, traitement de sédiments TBT, et réutilisation en infrastructure
 - Budget 2.5 m€ dont Life 1 m€.

Projets cofinancés par LIFE Environnement de 1992 à 2006

- ADEME – DIFPOLMINE - Prévention de la pollution des eaux de surface par des sources diffuses dues à des activités minières (Combes de Saut et Gyongyosoroszy , Hongrie), 2.416.952 € dont Life 935.976 € (2002/2006)
- IFP – POLLUT-EVAL - Méthode de diagnostic rapide des sols contaminés par des hydrocarbures – 695.549 € dont life 199.668 € (1998/2000).

Projets cofinancés par LIFE Environnement de 1992 à 2006

- GIRAUD SA – Pour une bonne pratique des déchets de chantiers, 1.041.008 € dont Life 310.473 €(1998 / 2002)
 - 15 chantiers pilotes
 - Création d'un référentiel
- CU du Mans – Optimisation de la filière de recyclage des mâchefers, 2.881.584 € dont Life 370.335 € (1996 / 2000).

LIFE + (2007 – 2013)

Trois Volets Life

* Nature * Environnement * Pays tiers

Trois volets Life +

- Nature & biodiversité
- Information et communication (TIC)
- Politique & gouvernance en environnement

Budgets

- Life 1992 à 2006 : 1,807 M€
- Life + : 2,143 M€.

LIFE + (2007 – 2013)

- ❑ Programmes stratégiques 2007 – 2010 puis 2011-2013
- ❑ Allocations nationales annuelles indicatives (France, 16.4 m€ pour 2007)
- ❑ Soutien aux projets de démonstration technologies environnementales, éco-innovation, management environnemental, éco-conception, au niveau des entreprises, transférés sur **CIP** dont le cadre opérationnel (appel à projets) est attendu.

LIFE + (2007 – 2013)

- Politique & gouvernance en matière d'environnement – 9 priorités.
 1. Changement climatique
 2. Environnement et santé
 3. Ressources naturelles (eau, air, sol)
 4. Déchets
 5. Environnement urbain
 6. Bruit
 7. Substances chimiques
 8. Forêts
 9. Production et consommation durables.

Cofinancements publics européens : CIP (appel à projets attendu).

- ❑ CIP : programme Cadre pour l'Innovation et la Compétitivité (2007 à 2013 – 3,621 M€) -
Décision 1639/2006/CE du 24 octobre 2006 - processus de Lisbonne – Cadre juridique défini.
- ❑ Appui du développement de la société de la connaissance et du développement durable
- ❑ 3 Sous programmes :
 - Innovation et esprit d'entreprise (60%)
 - Appui stratégique en matière de TIC (20%)
 - Energie intelligente (20%)
- ❑ PME & éco-innovation (20%) en transversal.

Cofinancements publics européens: FEDER

- Fonds Européen de Développement Régional - Objectif 2 de rééquilibrage territorial (reconversion des zones en difficulté)
 - Montants substantiels (€ millions, jusqu'à **50 %** des coûts)
 - A insérer dans un schéma de réhabilitation
 - Varient en fonction des régions
 - Enveloppes pas toujours totalement utilisées
 - Budget : Europe 2000-2006 : 193 Milliards €
Europe 2007-2013 : 350 Milliards €
France 2007-2013 : 14 M€.

Critères d'éligibilité à FEDER

1. Entrer dans le champs de priorités d'actions de la région
2. Conforme aux critères d'éligibilité fixés par le DOCUP
3. Compléter des aides nationales
4. Pour PME (sens européen), collectivités locales, syndicats, associations, chambres consulaires.

Projets cofinancés par FEDER

- ❑ Revitalisation d'une tourbière, relèvement du niveau des cours d'eau & transformation en pâturage pour les moutons (flore tourbeuse) – Allemagne
- ❑ Requalification d'une décharge sauvage en parc boisé avec espaces récréatifs à Biarritz (la négresse)
- ❑ Requalification de teruil à Rieulay (59), EPF, 511.420 € (50 % du budget)
- ❑ Requalification d'une friche dépôt à grains à Etroeungt (59), 54.902 € (60% du budget).

Cofinancements publics européens: prêts BEI

- ❑ Banque Européenne d'Investissement
- ❑ Contribution au développement équilibré de la CE
- ❑ Taux, périodes de remboursements, différés des emprunts : favorables
- ❑ Jusqu'à 50 % du coût du projet
- ❑ Objectif : 30 à 35 % des prêts à des projets environnementaux (cohérents avec la politique européenne)
- ❑ Prêts 2007 : 47,8 Milliards € (France 4,14 M€).

Projets cofinancés par BEI

- ❑ Slovénie, juillet 2002, 20 m€, fermeture d'une mine d'uranium.
- ❑ Allemagne, juin 2004, 35 m€, reconversion d'un site sidérurgique
- ❑ France, 2007, programme de rénovation urbaine, Dexia & ANRU, 250 m€
- ❑ France, 2007, bâtiments publics HQEE, CNCEP, 175m€.

Cofinancements publics nationaux: ADEME

- Aides à la R&D
- Aides à la décision
 - Prédiagnostic jusqu'à 70 % de 3.800 €
 - Diagnostic jusqu'à 50 % de 30.000 €
 - Etudes de faisabilité jusqu'à 50 % de 75.000 €
 - Opérations groupées envisageables.

Cofinancements publics nationaux: Agences de l'eau

□ Subventions et prêts

- Aides aux études, jusqu'à 50 % des coûts
- Aides aux travaux de remise en état, jusqu'à 30 % des coûts
- 9 ème programme en cours (2007-2012)
- Chacune des 6 agences a sa politique propre.

Cofinancements publics nationaux: aides régionales

- ❑ Contrats de plan état régions
- ❑ Aides des Conseils Régionaux aux collectivités locales et aux entreprises

Conclusion

- ❑ Les moyens existent et sont conséquents pour sécuriser les cessions futures.
- ❑ Provisions : permettent en anticipant d'étaler la charge et de soulager la fiscalité.
- ❑ Garanties financières : contrainte et sécurité - périmètre et types de garants en cours de redéfinition.

Conclusion

- ❑ Co-financements publics : apportent des fonds importants, les lauréats bénéficient d'une image forte de modernisme et d'innovation.
- ❑ Cofinancements européens : les projets doivent être en ligne avec les objectifs de la politique de la communauté, dans le cas de LIFE+ et CIP il doivent avoir un caractère d'innovation.

Développement durable : le bon compromis



Les hommes en bonne santé, la planète préservée

MVCS Conseil

Assistance des maîtres d'ouvrage pour optimiser les opérations de recyclage, réhabilitation, valorisation, cession ou acquisition de sites pollués.

<http://mvcconseil.monsite.orange.fr>

06 16 48 04 89